

CORPS À CORPS AVEC LES ÉPREUVES : VIES PRÉCAIRES EN SEINE-SAINT-DENIS PAR TEMPS DE COVID

Michel JOUBERT¹

A propos du livre de Jean-François LAÉ : *Parole donnée. Entraide et solidarité en Seine-Saint-Denis en temps de pandémie*, Edition Syllepse, 2022

Ce petit ouvrage nous aide à comprendre ce que les habitants de Seine-Saint-Denis ont vécu durant les temps les plus intenses de la pandémie de Covid 19, essentiellement en 2020, année du confinement. Comment ignorer cette terrible épreuve sur l'un des territoires les plus défavorisés du pays ? Comment méconnaître l'exacerbation des vulnérabilités dans le département le plus pauvre en France métropole (INSEE, 2021). Quelle leçon tirée d'un taux de surmortalité de 130 % par rapport à la même période en 2019, contre 74% à Paris² ? Comment penser ce « mourir seul », cette hécatombe - nos cent trente mille morts - dont certains dans des conditions effroyables et dans un oubli majeur en EPHAD, sans interroger au fond ce que veut dire vivre en société ?

Même si le système de soins, aussi bien en termes de services hospitaliers que de médecine de ville, était déficitaire au regard des besoins, par rapport à d'autres départements de la région, une mobilisation sans précédent y a été pourtant engagée par les services et professionnels de santé. Les déterminants sociaux pèsent donc ici très lourd.

L'affaire commence ainsi. Le Conseil Départemental a proposé à Jean-François Laé, professeur de sociologie à l'Université Paris 8 Saint-Denis, d'analyser les appels au secours adressés par les habitants à l'occasion d'une campagne d'appels téléphoniques. Il a procédé d'une manière originale en reconstituant le puzzle de leurs expériences et épreuves, en associant les fiches d'appel, les courriers, observations et analyses. Habitué des décalages d'angle et de style avec le décryptage des archives vivantes de la question sociale³ l'auteur nous fournit ici un précieux document pour comprendre l'impact des déterminants sociaux sur le rapport à la santé. Il est richement illustré de photographies de l'auteur et des archives départementales.

En Seine-Saint-Denis, 25000 appels ont été effectués par les agents du département auprès des habitants susceptibles d'être exposés. Ils ont fait l'objet de fiches de transmission, associées à des interventions pour les situations critiques. Jean-François Laé s'est appuyé sur ces informations concrètes, journalières, réactives ainsi que sur les lettres de demandes d'aide qui arrivaient au « bureau de la gestion du courrier ». Des données propres à la situation des étudiants de l'Université Paris 8 complètent le travail.

¹ Enseignant de sociologie à Vincennes, puis Saint-Denis. A conduit et suivi des études ces trente dernières années sur les territoires de Seine-Saint-Denis. Co-direction (av. C. Lévy-Vroelant et C. Reinprecht), de *Agir sur les vulnérabilités sociales. Les interventions de première ligne entre routines, expérimentation et travail à la marge* PUV, 2015.

² Cf. Solène Brun et Patrick Simon (dir.), Dossier « Inégalités ethno-raciales et pandémie de coronavirus », *De facto*, 19, 15 Mai 2020 ; Mariette, Audrey, et Laure Pitti. « Crise sanitaire en territoires urbains populaires : relégations, discriminations, contestations », *Mouvements*, vol. 105, no. 1, 2021, pp. 68-77.

³ « Récits du malheur » en forme de nouvelles, analyse des lettres aux travailleurs sociaux, journaux intimes et mains courantes, etc. qui permettent de saisir à travers les « mots de la peine », les expériences singulières, les souffrances éclatées, les ruptures, effondrements et sursauts des personnes face aux épreuves de précarité

Regardons de plus près. De quoi sont faits ces messages ?

« Madame Grange a des grandes difficultés pour faire les courses. Le confinement lui fait peur. Elle se déplace très difficilement et ne peut pas rester debout. Douleur importante à la hanche qui ne lui permet pas de tenir debout devant sa cuisinière pour se faire correctement à manger. De plus, elle a de moins en moins de denrées disponibles à la maison. Actuellement elle se nourrit exclusivement de sardines et salade en conserve.... Mais ses réserves s'amenuisent. Formulaire de contact en urgence, afin d'évaluer ce qui lui reste pour se nourrir. »

« Madame Divers exprime la difficulté pour ses courses, elle est sous dialyse. Le confinement est dur pour elle, elle dort par terre chez la fille de son mari. Je la sens épuisée à sa voix. Une assistante sociale devait la recontacter. Aucun retour actuellement. Formulaire urgence. »

« J'ai eu Monsieur Daniel puis sa compagne, qui a elle aussi des soucis de santé. Il voit flou et a du mal à poursuivre ses démarches administratives pour renouveler son allocation adulte handicapé. Il a voulu déposer son dossier de renouvellement il y a trois semaines à la cité administrative de Montreuil mais celle-ci ne pouvait plus les recevoir à cause du confinement. Il ne sait pas comment poursuivre ses démarches. Sa suspension est imminente ! Comment faire? Je ne sais pas quoi lui répondre. Une aide d'urgence TTU»

« Madame Meterta est en détresse psychologique. Beaucoup d'angoisses depuis le début du confinement : tremblements au réveil, sueur, peur de sortir et d'être contaminée. Elle a des enfants, dont un fils déprimé et malade. Elle a déjà appelé le SAMU et son médecin traitant. Elle se dit parfois "au bord de la panique". J'ai senti Madame angoissée au téléphone, cela s'entendait à sa voix et à son souffle. Elle ne mange plus. Son angoisse semble permanente. Elle bénéficie d'une pension d'invalidité depuis 6 mois mais ses démarches administratives pour la retraite, et l'allocation adulte handicapé bloquent. TTU. »

Et Jean-françois Laé de s'interroger. Comment sauver ces milliers de messages de la destruction rapide ? Comment arracher quelques bribes de questions à ce prodigieux vide creusé par cette immense vague de février-mai 2021 qui a tout arrêté ? Comment fait-on lorsque l'on est vieux, isolé souvent, affaibli certainement, au douzième étage d'une tour de Bobigny ou de Stains que l'on ne veut plus quitter par peur ? Mais peur de quoi ? Peur de sortir, d'aller à l'hôpital ; peur de s'approcher de quelqu'un, de prendre le bus ; peur de faire ses courses, d'être abusé par un livreur ? Peur que ses enfants ne viennent plus, d'ailleurs ils ne viennent pas. Et si la peur volait de fenêtre en fenêtre ?

Si ce département a payé un lourd tribut à la pandémie, c'est qu'il connaît depuis longtemps un surcroît de difficultés, d'épreuves et de mortalité lié aux vulnérabilités produites et amplifiées par la précarisation des conditions de vie de nombreuses catégories de population. En 2020, « asséchée par des mois de confinement, la Seine-Saint-Denis a vu tous ses indicateurs basculer dans le rouge » nous dit Jean-François Laé : 28% des habitants vivaient sous le seuil de pauvreté, 10% au RSA (le double du taux de la région), avec 30% de familles monoparentales⁴. La moitié des habitants, sur de nombreuses communes, résident dans le « parc » de logement social (un tiers de la population totale en moyenne), avec des difficultés

⁴ Cf. Stéphane Goutte, Thomas Péran, Thomas Porcher. Social Inequalities and Vulnerability of population facing the COVID-19: the case of Seine-Saint-Denis in Ile-de-France. 2020. [ffhalshs-02613278](#)

d'accès⁵ et de maintien. Pourtant, la plupart d'entre eux restent fortement attachés à leur département ; ils y partagent les mêmes conditions, une histoire de solidarités locales et bénéficient d'un fort engagement des travailleurs sociaux. Mais le confinement a accentué le grand écart entre les droits, les guichets et les dossiers.

TTU – TRÈS, TRÈS URGENT !

C'est la dominante des notations effectuées en marge de beaucoup de messages car aux difficultés d'accès à la prévention et aux soins, à la précarité des conditions de vie et de travail, aux problèmes de scolarisation et aux conditions de logement dégradées, sont venues s'ajouter les urgences propres à la pandémie. Dans ces conditions, la vie ordinaire peut devenir insupportable quand se conjuguent l'isolement, la sidération et le sentiment de délaissement. Des personnes se manifestent parfois pour la première fois, écrivent au Président de la République, au Département et interpellent les travailleurs sociaux et associations engagés en proximité. La pandémie est venue les submerger, ajoutant à leurs fragilités économique, physique et mentale une exposition accrue aux rumeurs et aux peurs.

« Le corps est à vif. La violence surgit » insiste l'auteur. La précarité s'est accentuée, en particulier pour les plus jeunes et la population immigrée, avec des difficultés grandissantes pour accéder à un travail, une surexposition aux risques associées à un manque criant d'informations et de protections. Et comment oublier cette mortalité silencieuse dans les Epadh ? Comment oublier que les intervenants de première ligne subissent eux aussi la pression, la fatigue, la rage de manquer de temps et tombent eux-aussi malades ?

La succession des messages, notes, compte-rendu d'appels, donne le vertige. Pour les intervenant(e)s, il faut « resserrer les mailles du filet protecteur » et adapter les moyens de communication pour entendre et se faire entendre. Des groupes *Whatsapp* sont mis en place pour concerter et échanger les expériences. Jean-François Laé réussit à nous faire revivre les scènes et les interactions qui se déroulent durant cette période critique. Un travail permanent pour établir ou garder le contact au travers de cette campagne des « appels solidaires » du Conseil départemental. Les appelantes se relaient ; elles rassurent, diffusent et expliquent les consignes à respecter, rédigent des fiches pour les situations demandant une intervention. Se découvre ici l'ordinaire des personnes en grande précarité qui, face aux menaces de contamination, ont souvent tendance à s'effacer ou à se replier. Même quand les besoins vitaux ne sont plus satisfaits. Beaucoup durant cette période ne mangent plus que des pâtes et du riz.

AGIR ? ÉCOUTER

Pour faire face à la conjonction des difficultés, les acteurs sociaux de proximité (CCAS, associations) se mobilisent pour octroyer des aides ou effectuer des visites à domicile. Mais l'ampleur des effets de la pandémie déborde. Les services découvrent des personnes qui n'étaient ni connues, ni suivies. Un continent noir apparaît : les inconnus, les « oubliés » qui pourtant demandent de l'aide, expriment leur besoin d'attention et de soutien pour faire face

⁵ Cf. l'article du dispositif *La Trame* (lieu-ressource pour le maintien dans un « chez-soi ») dans *La santé en action*, n°457, septembre 2021 : Accéder à un logement en Seine-Saint-Denis peut être un véritable parcours du combattant.

aux urgences alimentaires, à la maladie, au handicap, à l'âge. Ils se cognent alors à des services fermés. Les associations sont souvent débordées. La montée de la détresse psychologique et des idées suicidaires couronne cette chute alarmante. L'impossibilité d'aller visiter des parents touchés par le virus ou de pouvoir aller aux obsèques lors des décès accentue cette démoralisation.

Les réponses apportées, au départ, sont simples : rassurer calmement les personnes en les écoutant (d'où le titre donné à l'ouvrage : « Parole donnée »). Puis tenter de répondre à des besoins basiques : de plus en plus tôt dans le mois, les familles n'ont plus de quoi manger. Mais encore faut-il qu'elles décrochent – une réponse sur deux environ - car beaucoup ne parlent pas de ces situations pour ne pas être identifiées, rendues visibles avec la honte en prime. Les appelants rédigent ensuite une fiche, remplissent un formulaire quand les personnes ne répondent plus ou qu'un besoin vital est identifié sans être satisfait.

Si la campagne n'est pas censée répondre à la détresse psychique, l'empathie se trouve à la base des échanges. Pour décrypter et répondre aux besoins immédiats les intervenants développent ce que J.-F. Laé appelle des « petites jurisprudences quotidiennes ». Elles reviennent à augmenter les capacités de réponses rapides : accès aux aides, soutien aux dynamiques basées sur la solidarité et le développement des capacités à agir : « la navette des incertitudes forme une dynamique d'apprentissage » nous dit-il. Ce point est fondamental quand les situations se dégradent, car d'une manière plus discrète (en coulisse) des savoir-faire se développent, des agencements de solidarité se nouent. Il faut pour cela inventer des manières d'être et de faire, afin de compenser les pénuries : fabrication de masques, échanges sur l'alimentation, reprise de sociabilités, attention portée aux disparitions et aux silences liés à l'âge, au handicap et à l'isolement.

Le rôle de ce que J.-F. Laé appelle la « parenté solidaire »⁶ se révèle ici central. Il s'agit principalement des femmes – mères, filles, sœurs, aïeules et bisaïeules... - une chaîne de femmes qui tiennent les fils des aides élémentaires en soutenant celles et ceux en passe de décrocher. Les rapports affectifs – quand ils existent encore – jouent un rôle majeur dans ce maintien des liens avec les personnes isolées sur les quartiers. La famille sociale élargie au voisinage retrouve à cette occasion un regain de vitalité : faire les courses, dépanner, être attentif à la santé de l'autre, assurer l'entraide pour tout ce qui touche aux papiers, à la communication (téléphone, rendez-vous, démarche) et à l'informatique ; avec des engagements bénévoles dans les associations. Beaucoup de lieux relevant de ce « tiers-espace » (Secours populaire, ATD, Croix Rouge, Secours catholique) interviennent en ouvrant des boutiques de ravitaillement, des cuisines solidaires, des ateliers de couture pour les masques, des cagnottes ainsi que des lieux plus classiques de socialisation (salles ouvertes, centres culturels).

Durant la période du ramadan, les solidarités restent au rendez-vous, même si les grandes réunions ne peuvent se tenir la nuit tombée pour les repas. Des colis alimentaires sont distribués aux étudiants pour compenser la fermeture des cuisines du restaurant universitaire. Jean-François Laé nous fait revivre les scènes et les interactions engagées dans ce travail permanent pour établir ou garder le contact.

Plusieurs épisodes critiques de la vie des habitants sont restitués pendant les temps aigus du confinement de mars-avril 2020 : files d'attente interminables devant les supermarchés,

⁶ Ce que Pascale Jamouille appelle la « parenté sociale » (*Des hommes sur le fil*, 2005) avec, en Belgique, le rôle des cagnottes dans les réseaux de sociabilité associé à la recomposition des logiques familiales.

rumeurs de pénurie, frigos vides et peur de manquer de l'essentiel, trafic de masques, etc. Les « petites mains javellisées » n'arrêtent pas d'œuvrer (nettoyage, agents d'entretien), avec un temps de travail qui ne cesse de s'allonger. « Provisions et nettoyage sont les deux valeurs montantes du mois de mars sous confinement ». Mais c'est aussi une période où il faut compter en permanence pour ne pas se perdre.

LES COMPTES DE LA MISÈRE

J.-F. Laé montre bien comment ces temps de pandémie chargent encore plus la pression qui pèse sur « les économies domestiques les plus vulnérables »⁷. Le porte-monnaie est directement affecté, avec la nécessité de « compter ses sous » en permanence, le rejet de la carte bancaire, les privations plutôt que les découverts. La plupart ne peuvent plus retirer de l'argent dès le milieu du mois et c'est la queue en permanence dans les bureaux de poste, seul endroit où il est possible de retirer de l'argent sans carte bleue ; la banque postale est devenue la « première ligne de la pauvreté ». Les retards dans le versement des allocations accentuent cette compression sur le « reste pour vivre ». Les loyers, quand cela est encore possible, sont payés en liquide et les apports du Secours Populaire et d'autres associations sont devenus indispensables.

Les courriers reçus au Département sont ici très parlants : l'absence de ressources et le ralentissement des réponses aux demandes d'aide préoccupent plus que jamais. Pour beaucoup de personnes, il est de plus en plus difficile de payer le loyer et l'électricité. Les situations dramatiques explosent lors du premier confinement (mars-avril 2020) et de la période entre septembre et décembre. Des familles doivent alors vivre avec 200 ou 300 euros par mois et quelques euros par jour pour se nourrir : le « reste à vivre » s'est évaporé et les risques d'expulsion augmentent. Les aides supposent des démarches que beaucoup ont de plus en plus de mal à effectuer : renouvellement d'une carte d'invalidité, demande d'aides ménagères, soutien pour les retards de loyer, l'endettement...

Le sentiment de « couler », en s'enlisant dans les « chemins de la soustraction » fragilise les « assises existentielles » de ces vies précaires, sur un fond de crise des services publics avec la raréfaction des guichets ouverts, des pannes et fermetures à tous les étages (ascenseurs, transports, écoles, cantines, transferts de malades, distribution du courrier) et d'un déficit de protection. Bien que les professionnels de santé et les travailleurs sociaux soient totalement engagés, la défiance d'une partie de la population à l'égard des institutions s'accroît. Le paysage juridico-administratif semble devenir de plus en plus incompréhensible et inaccessible pour ceux qui auraient le plus besoin de clarification et d'accompagnement. Il est devenu le terrain d'épreuves supplémentaires : quand il s'agit de renouveler les dossiers (RSA), de demander une aide d'urgence, de vivre les fins de droit ou de négocier les dettes de loyer et que l'on bute sur la paperasse et les effets de seuil !

Un sentiment de désarticulation sociale en ressort et brouille le rapport aux risques sanitaires. Les angoisses montent avec la perte des dernières ressources liée au confinement : risques de licenciement et difficultés de déplacement pour celles et ceux qui travaillent ; pour les autres, spirale de l'insécurité matérielle et existentielle. Les difficultés avec le maniement de la langue, les problèmes d'accès, de déplacement ou d'aide pour faire des courses pour les personnes vivant avec un handicap, une maladie ou simplement usées par les ruptures et la

⁷ Cf. le travail qu'il a effectué avec Numa Murard sur *l'argent des pauvres* en cité de transit dans les années 1980.

fatigue augmentent. La honte de demander, d'exposer sa situation et son intimité peuvent alors prendre le dessus.

En filigrane, la mort omniprésente avec un passage au cimetière où l'on enterre les personnes mortes dans les Ephad que les familles n'ont pas pu voir une dernière fois. Des enterrements à La Courneuve, principalement des étrangers : 21 en une semaine, puis 33 en cinq jours dont 18 Covid. Impossible de juste voir les visages, les fourreaux mortuaires qui s'entassent.

QUAND LES ATTACHES VIENNENT À MANQUER

Malgré toutes leurs difficultés, les personnes expriment dans leurs messages une volonté farouche de rester « là », où elles se sentent chez elles, c'est-à-dire *implantées* dans la cité où elles ont passé leur vie, où elles peuvent toujours compter sur les voisins, où elles se sentent, malgré les discours et péripéties de la vie de quartier, en relative sécurité. Mais la pandémie est aussi venue menacer de « déplanter » les « déclassés de la crise sanitaire » en activant ou accélérant leur « désaffiliation ». Ce concept promu, par Robert Castel⁸, permet de rendre compte des processus conduisant à la dégradation puis à la perte des attaches sociales élémentaires. La protection à laquelle les habitants du département aspirent, en premier lieu, c'est de pouvoir rester là, d'accéder aux ressources de base permettant de vivre dignement et de disposer de droits reconnus. Quand insécurité sociale et insécurité sanitaire se conjuguent avec des restrictions et des contrôles, l'ère du soupçon menace cette assise essentielle, existentielle qui conditionne la vie en société

La situation des jeunes à l'Université (Paris 8, Saint-Denis) a été emblématique durant cette période. Des jeunes en majorité des milieux populaires du département - pour qui les études supérieures devaient ouvrir la voie à un avenir meilleur - inaugure « la génération du grand renfermement viral où se côtoient solitude et empêchements aveugles ». Les courriers de demande de secours financiers adressés à la Maison de l'étudiant donne la mesure de la dégradation de leur situation matérielle : restaurant universitaire fermé, alors qu'il constituait ressource de base pour les étudiants précaires qui travaillaient en même temps. Beaucoup de situations individuelles se sont dégradées : cartes de séjour non renouvelées, pertes d'emploi, petits boulots de plus en plus aléatoires, cartes bancaires bloquées. Ceux qui sont alors logés dans la résidence universitaire ne peuvent plus sortir, n'ont pas de lieu où se retrouver et faire de nouvelles rencontres.

Le Secours populaire et d'autres associations tentent alors d'agir sur l'aide alimentaire. Un tour des supermarchés est organisé pour récupérer les invendus. Progressivement le dispositif d'aide sociale d'urgence se met en place, l'Université, au travers de la Maison de l'étudiant apporte diverses aides. Elles restent insuffisantes quand les parents ont aussi perdu leur travail et ne peuvent pas les aider. Les étudiants étrangers y ajoutent des problèmes de logement (absence de logement fixe, boxes pour déposer les affaires), de papiers, de visas, de titres de séjour, de bourse, de sécu, d'endettement, etc. 70% d'entre eux évoquent de graves difficultés financières associée pour 45% à une détresse psychologique. « Les solidarités ont été éprouvées et secouées », les arrangements sont de plus en plus fragiles et les dépendances augmentent. Des vies suspendues. La Croix Rouge propose des nuitées de chambres d'hôtel. J.-F. Laé se glisse dans la tête de Yasmina, logée en résidence universitaire à Saint-Denis, lors du confinement pour comprendre ce qu'elle traverse. La détresse l'a progressivement envahie alors qu'elle qui rêvait d'émancipation lors de l'engagement de ses

⁸ *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Fayard, 1995.

études. Les visioconférences ne remplacent pas les cours ; elles font apparaître le squelette d'une formation désincarnée, coupée du monde, digitalisée. Yasmina se nourrit avec des boîtes de conserve réchauffées. Comment se former à l'anthropologie dans de telles conditions ? Un récit sensible d'une tristesse inouïe sur ce que peut ressentir une étudiante plongée dans le désert du confinement : plus de prof, de liens, de sens, la perte de goût et les insomnies qui précèdent la prise d'antidépresseurs.

ALLER VERS

Tirer des leçons il faut. Comme lors des années sida et des actions de réduction des risques engagées auprès des usagers de drogues, il ne suffit pas de proposer des services ou des ressources sans créer les conditions appropriées d'accès et d'appropriation. Car toutes les personnes ne se trouvent pas ici dans une égalité de situation. La compréhension de la situation pandémique déjà difficiles pour le plus grand nombre, elle l'était *a fortiori* encore plus encore pour les femmes et les hommes éloignés des institutions sociales, dans l'impossibilité d' « agir leurs droits ».

Ainsi l' « aller vers » leur permet de nouer les fils qui les aideront à s'en sortir. C'est lui qui permet d'appuyer et d'élargir l'action publique, de réduire les situations de « nonaccès » et d'aider les personnes à prévenir l'effondrement. Une condition de notre santé commune. Lorsque Jean-François Laé reprend tous les fils, gestes, paroles données, l'importance du maintien de ce socle de protection apporté par l'Etat social apparaît clairement.

Ce socle doit donc s'élargir pour être plus accessible et praticable par les personnes les plus fragiles, donc les plus exposées. Un besoin ressenti par les intervenants sociaux qui sont aussi souvent vulnérables, épuisés, limités dans leur capacité d'agir : les changements d'échelle et les actions de proximité sont plus nécessaires que jamais. La pratique des équipes mobiles montre une nouvelle fois son utilité, comme avec le sida, le sans-abrisme ou la santé mentale. Les actions sur les barrières de la langue, le rapport au numérique, le besoin d'accompagnement et les aides à domicile doivent clairement être développées si on souhaite réduire les inégalités. De même que la reconnaissance, la consolidation et le développement du travail invisible effectué par les aidant(e)s et autres proches. Si la pandémie a « grossi les peurs », amplifié la précarité et étendu l'emprise des isolements, elle a aussi montré l'importance de ces attaches sociales qui conditionnent l'accès aux droits et aux protections.

Au final, l'ouvrage interroge plus largement sur « qu'est-ce qu'une urgence veut dire pour les politiques sociales ? ». Il nous oblige à inventer des procédures d'urgence pour chaque métier, à traduire « l'aller-vers » pour chaque profession en cas de crise majeure. Cela veut dire en clair « d'aller chercher les gens », d'une manière bienveillante, au plus près de leur cadre de vie et d'activité, un retour à une sorte de travail social primaire. La démocratie alors gagnera des points et les défiances de fond reculeront.